

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département du LOIRET
Commune de VILLEMANDEUR

(À rappeler dans toute correspondance)

DOSSIER-N° DP 045 338 26 00001

Dossier déposé le 13 janvier 2026 et complété le 02 février 2026

Adresse des travaux :
28bis Rue de la Flamanderie
45700 VILLEMANDEUR
Cadastré : BS90

DESTINATAIRE

DEGOSSE David Daniel
28bis Rue de la Flamanderie
45700 VILLEMANDEUR

Affaire suivie par : COUE Jérémie
Service Instructeur de l'AME
02.38.95.02.02
ads@agglo-montargoise.fr

Objet : Notification de décision

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-joint la décision portant sur votre demande d'autorisation d'urbanisme visée ci-dessus.

Par ailleurs, je tiens à porter à votre connaissance les informations suivantes :

Dès lors qu'une autorisation d'urbanisme vous est accordée, vous devez informer les tiers de votre projet. Afin de procéder au bon affichage de votre autorisation d'urbanisme, je vous invite à respecter les mesures obligatoires répertoriées sur le site internet du gouvernement auquel vous pourrez accéder via le lien suivant : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1988>.

Par arrêté du 8 juin 2016, paru au journal officiel du 9 juin 2016, la commune a fait l'objet de l'état de catastrophe naturelle relatif aux dommages causés par les inondations et coulées de boues du 28 mai au 5 juin 2016.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées,

Fait à VILLEMANDEUR, le 04 février 2026
Le Maire,
Denise SERRANO





ARRETE N° 2026_0056

ARRETE D'URBANISME DP2600001

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département du LOIRET
Commune de VILLEMANDEUR

ARRETE FAVORABLE PORTANT SUR
UNE DEMANDE DE DECLARATION
PREALABLE
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE

Dossier déposé le : 13/01/2026
Complété le : 02/02/2026

Par : DEGOSSE David Daniel

Demeurant à : 28bis Rue de la Flamanderie,
45700 VILLEMANDEUR

Sur un terrain sis : 28bis Rue de la Flamanderie,
45700 VILLEMANDEUR

Pour : Construction d'un abri de jardin sur chape
béton

Cadastré : BS90

Référence dossier

DP 045 338 26 00001

Surface de plancher existante : 117,20 m²

Surface de plancher créée : 13,68 m²

Le Maire,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1, L421-6, R421-1, R421-14 à R421-16,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de
Déplacement Urbain (PLUIHD) de la Communauté d'Agglomération Montargoise et des Rives du
Loing (AME) en vigueur depuis le 27 juillet 2020,

Vu la demande susvisée,

ARRETE

Article 1 : La présente demande de Déclaration préalable fait l'objet d'une décision de **NON-
OPPOSITION** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles ci-dessous.

Article 2 : Le demandeur est invité à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les
risques naturels, notamment les remontées des nappes souterraines, retrait-gonflement des argiles
et la présence de cavités.

Article 3 : La commune ayant déjà été déclarée sinistrée au titre des conséquences des
sécheresses successives sur les constructions, le pétitionnaire est invité à prendre des précautions,
pour prévenir ce risque naturel et mettre en œuvre des fondations adaptées (*profondeur et ferrailage
suffisants*).

Article 4 : La présente autorisation est soumise au paiement d'une Taxe d'Aménagement (TA) et
d'une Redevance d'Archéologie Préventive (RAP). Elles seront exigibles à la date d'achèvement des
opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de
l'article 1406 du Code général des impôts. Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son
bien dans les 90 jours de son achèvement sur le service « gérer mes biens immobiliers » disponible
sur l'espace sécurisé www.impots.gouv.fr.

Le recouvrement de la taxe fait l'objet de l'émission de deux titres de perception correspondant à
deux fractions égales à la moitié de la somme totale à acquitter, ou de l'émission d'un titre unique

lorsque le montant n'excède pas 1.500€. Le titre unique ou le premier titre est émis à compter de 90 jours après la date d'exigibilité de la taxe. Le second titre est émis 6 mois après la date d'émission du premier titre en application de l'article 1679 octies du Code général des impôts.



L'avis de dépôt de la demande a été affiché en mairie le 14 janvier 2026

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr> ou à l'adresse postale 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans.

Le demandeur peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux. Le recours gracieux ou hiérarchique doit être introduit dans un délai d'un mois. L'absence de réponse au bout de deux mois vaut rejet implicite.

Durée de validité :

Conformément à l'article [R. 424-17](#) du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Conformément aux articles R. 424-21 et R. 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles [A. 424-15](#) à [A. 424-19](#), est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour seul objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment l'article L. 242-1 du code des assurances, une assurance de dommages devra être souscrite.

Le Maire de la Commune de VILLEMANDEUR,

Certifie que l'arrêté N° DP 045 338 26 00001 du 04 février 2026 a été rendu exécutoire, car il a été :

- notifié au demandeur le 05 février 2026
- affiché en mairie le 05 février 2026
- et transmis en Sous-préfecture le 05 février 2026